

Résumé analytique

La reprise en Europe s'affermir et s'étend...

La reprise en Europe s'affermir et s'étend de manière appréciable. La croissance du PIB réel devrait atteindre 2,4 % en 2017, contre 1,7 % en 2016, avant de retomber à 2,1 % en 2018. Il s'agit de révisions à la hausse considérables (0,5 et 0,2 point pour 2017 et 2018, respectivement) par rapport à l'édition d'avril dernier des *Perspectives de l'économie mondiale*. Cette reprise en Europe déborde sur le reste du monde et contribue largement à la croissance mondiale. Dans un petit nombre de pays avancés et dans beaucoup de pays émergents, le taux de chômage a retrouvé son niveau d'avant la crise. Dans la plupart des pays émergents d'Europe, la croissance des salaires est aujourd'hui robuste. Cependant, dans beaucoup de parties de l'Europe, elle est léthargique en dépit de la baisse du chômage.

... et contribue grandement à la croissance mondiale.

Les facteurs qui influent sur les perspectives sont plus équilibrés aujourd'hui, mais orientés à la baisse à moyen terme

Les facteurs qui influent sur les perspectives semblent plus équilibrés à court terme, mais ils restent orientés à la baisse à moyen terme. La reprise pourrait être plus vigoureuse que prévu à court terme. Mais la viabilité de ce rebond reste incertaine. À plus long terme, l'évolution démographique défavorable et la productivité modérée freineront probablement la croissance. Les perspectives sont exposées aussi à plusieurs risques internes et externes importants.

Les dirigeants devraient tirer parti de la reprise.

Les dirigeants devraient tirer parti de l'amélioration des perspectives pour reconstituer les amortisseurs budgétaires et renforcer la capacité de croissance et d'absorption des chocs de leur économie. Bon nombre de pays avancés et de pays émergents doivent réduire des déficits budgétaires qui restent élevés sans nuire à la croissance. Cette tâche est particulièrement importante pour les pays dont la dette publique est élevée, car les taux d'intérêt monteront probablement au fil du temps. Les pays dont la position budgétaire est plus solide devraient utiliser cette marge de manœuvre pour rehausser le potentiel de croissance et favoriser des réformes structurelles. Pour l'instant, la politique monétaire peut rester accommodante dans la majeure partie de l'Europe, étant donné que les tensions inflationnistes sont modérées. Mais, dans les pays où les salaires se sont accélérés, la banque centrale doit être prête à retirer progressivement les mesures de relance pour que les anticipations inflationnistes restent bien ancrées.

Réduire le déficit budgétaire là où la dette est élevée et soutenir la croissance à long terme là où la position budgétaire est solide.

Maintenir une politique monétaire accommodante dans la plupart des pays.

Les politiques structurelles doivent relancer la convergence, qui a ralenti après la crise, et rehausser le potentiel de croissance. Les priorités diffèrent d'un pays à l'autre.

Faire avancer les réformes structurelles pour accroître la productivité et faire face aux séquelles de la crise.

Pour beaucoup de pays avancés, il est nécessaire d'accélérer les réformes structurelles pour rehausser la croissance de la productivité, par exemple en intensifiant la concurrence sur les marchés de produits et en améliorant le marché du travail, ainsi que l'éducation et la formation. En ce qui concerne les séquelles de la crise, il reste prioritaire d'assainir le bilan des banques fragiles.

Il faut en faire plus pour renforcer l'Union européenne, notamment la résilience de la zone euro aux chocs. Il s'agit d'achever l'union bancaire et l'union des marchés des capitaux, et de mettre en place une capacité budgétaire pour fournir un mécanisme de stabilisation macroéconomique. En parallèle, il est nécessaire de résoudre les problèmes du secteur bancaire et de mettre en œuvre strictement les règles budgétaires communes.

Dans les pays émergents, il convient de continuer d'améliorer le climat des affaires. Après une période de rattrapage rapide, la convergence avec les pays plus avancés d'Europe a ralenti notablement de manière générale. Pour relancer cette convergence, il convient de mettre l'accent sur la prochaine génération de réformes, en particulier les réformes des institutions et de la gouvernance.

Les institutions et la gouvernance sont essentielles pour la productivité et la croissance inclusive.

Les institutions sont essentielles pour la croissance, et l'appareil juridique est une institution fondamentale et un élément vital du climat des affaires. Des institutions solides sont propices à une égalité des chances qui encourage la concurrence, contribuent à attirer et à conserver des travailleurs qualifiés, et veillent à ce que la croissance soit inclusive et durable. Sur la base de l'expérience de l'Europe centrale, orientale et du Sud-Est au cours des 25 dernières années, le chapitre 2 offre des indications quant à la manière dont les pays pourraient améliorer l'efficacité de leur système judiciaire. Des progrès considérables ont été accomplis, mais il y a eu aussi des revers. Une distribution plus égale des ressources et des opportunités, un renforcement des capacités de l'État et une augmentation de la transparence ont conduit à des systèmes judiciaires plus indépendants, impartiaux et efficaces. L'Union européenne et le Conseil de l'Europe ont catalysé les réformes, mais la viabilité de ces dernières a davantage été tributaire de facteurs internes. À terme, les réformes doivent mettre l'accent sur des politiques de concurrence solides, une réduction des obstacles au commerce et à l'entrée sur les marchés, ainsi que des politiques budgétaires de redistribution qui augmentent les opportunités. Il convient de sélectionner et de promouvoir les agents de la fonction publique sur la base de leur mérite uniquement. Il est possible d'accroître la transparence en garantissant la liberté de l'information, mais aussi en fournissant des informations sur les résultats de l'État, l'utilisation des ressources publiques, les intérêts financiers et les structures de l'actionariat.

Une amélioration de la distribution des ressources, des capacités de l'État et de la transparence peut accroître l'efficacité des systèmes judiciaires.

Une réduction des prêts improductifs élevés grâce à des mesures au niveau du contrôle, à une amélioration des régimes de faillite et d'insolvabilité, ainsi qu'à une accélération des procédures judiciaires, stimulera le crédit et la croissance dans les Balkans occidentaux.

Le chapitre 3 examine les problèmes bancaires des pays des Balkans occidentaux. À de nombreux égards, les banques de cette région souffrent encore des effets d'un cycle de surchauffe du crédit, qui freinent la croissance du crédit à un moment où il est le plus nécessaire. Dans la plupart des pays de la région, les ratios crédit/PIB restent en deçà de leur potentiel et ne semblent guère s'améliorer. Les dirigeants doivent agir sur plusieurs fronts. Ils peuvent réduire les prêts improductifs et accroître la rentabilité en procédant à des examens de la qualité des actifs et en prenant des mesures au niveau du contrôle. Il est possible d'améliorer les bases de financement en communiquant mieux avec les banques mères et les autorités de contrôle des pays d'origine, ainsi qu'en diversifiant les sources de financement. Une amélioration des régimes de faillite et d'insolvabilité, ainsi que des régimes cadastraux, et une accélération des procédures judiciaires devraient contribuer à réduire les obstacles structurels à la croissance du crédit.